24. JAN 1961

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

Circulaire n° 12

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 26 octobre 1960, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux conditions d'entrée, de séjour et d'établissement des étrangers en Belgique", a donné le 30 novembre 1960 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 26e oktober 1960 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de voorwaarden waaronder vreemdelingen België mogen binnenkomen, er verblijven en er zich vestigen", heeft de 30e november 1960 het volgend advies gegeven :

Le projet est pris en vue de l'exécution de la convention entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas concernant le transfert du contrôle des personnes vers les frontières extérieures du territoire du Benelux, signée à Bruxelles le 11 avril 1960, convention approuvée par la loi du 30 juin 1960, Aux termes de l'article 11 de cette convention : "Les Hautes Parties contractantes s'engagent à harmoniser leurs lois et règlements relatifs à la répression des infractions concernant l'entrée et la circulation des étrangers", et l'article 14 de la même convention dispose : "Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à prendre les mesures nécessaires en vue de la mise en concordance de sa réglementation avec les décisions prises par le groupe de travail".

Le projet a pour objet de réaliser cette mise en concordance et, à cette occasion, de coordonner divers textes régissant l'entrée, le séjour et l'établissement des étrangers en Belgique.

Il soulève les observations suivantes :

OBSERVATIONS GENERALES.

I.

Les deux premiers articles du projet, qui énoncent les conditions générales d'entrée dans le Royaume, ne font aucune réserve au sujet des étrangers auxquels l'arrêté ne serait pas applicable.

.../...

C'est seulement dans les dispositions finales que se trouve une limitation du champ d'application de l'arrêté. L'article 37 dispose, en effet : "Sous réserve de réciprocité, ne sont pas soumis aux dispositions du présent arrêté, les étrangers bénéficiant de privilèges spéciaux, en vertu d'usages, d'accords ou de conventions internationales".

Le texte de cet article appelle plusieurs observations :

1. Le champ d'application d'un arrêté doit être indiqué au début de cet arrêté.

2. Le texte est incomplet car il n'exclut de l'application de l'arrêté que les étrangers bénéficiant de privilèges spéciaux, c'est-à-dire les étrangers privilégiés énumérés dans l'arrêté royal du 6 décembre 1955. Or, il existe des catégories de personnes qui ne bénéficient d'aucun privilège mais qui, en vertu d'accords internationaux,sont, dans certaines circonstances, autorisées à pénétrer en Belgique sans devoir produire les documents énumérés par l'arrêté. Tels sont notamment les douaniers procédant au contrôle dans les trains, ou les militaires de l'O.T.A.N.

3. Les mots "sous réserve de réciprocité" sont sans portée; s'il s'agit de traités internationaux, la réciprocité ne peut être invoquée que si elle a été prévue par le traité. S'il s'agit,au contraire,d'une réglementation purement interne, la Belgique peut la modifier sans devoir se justifier.

.../...

4. Les usages internationaux font l'objet de textes écrits. Il est donc superflu de les invoquer.

Eu égard à ces considérations, il y aurait lieu d'omettre l'article 37 et de prévoir en tête du projet un article 1er déterminant le champ d'application de l'arrêté, conçu comme suit :

"Article 1er.-

Sauf les exceptions prévues par les lois, règlements et conventions internationales applicables en Belgique, l'entrée et le séjour des étrangers en Belgique sont réglés par le présent arrêté".

II.

L'intention du Gouvernement est de reprendre dans le projet les divers textes réglementaires concernant les étrangers.

Pour la réaliser plus complètement, le projet devrait reprendre les dispositions de l'arrêté royal du 6 décembre 1955 relatif au séjour en Belgique de certains étrangers privilégiés, et prévoir l'abrogation de cet arrêté qui a été modifié par les arrêtés royaux des 16 janvier 1957 et 8 février 1960.

S'il entre dans les intentions du Gouvernement de maintenir cet arrêté royal en vigueur, son article 6 devrait être revu afin d'être mis éventuellement en concordance avec la convention du 11 avril 1960.

.../...

III.

Une observation doit être formulée au sujet de l'ordre dans lequel sont présentés les articles de la section II du chapitre Ier. Cette section traite essentiellement des exceptions à l'article 1er. L'ordre dans lequel ces exceptions sont présentées ne répond pas à un plan logique. Elles peuvent cependant être groupées en trois catégories :

1° exceptions qui constituent des faveurs accordées à des étrangers en raison de leur seule nationalité ou de leur situation spéciale (articles 3, 7, 8, 9 et 11);

2° exceptions qui se justifient par l'impossibilité où se trouvent certains étrangers d'obtenir les documents ou les visas requis (articles 5 et 6);

3° exceptions accordées en vue d'obtenir la réciprocité pour nos nationaux (articles 10, 12 et 13).

Cet ordre a été repris dans le texte proposé ci-après.

IV.

Certains articles comportent des subdivisions indiquées par des lettres majuscules. Il serait préférable de les diviser en paragraphes.

.../...

V.

Il n'est pas d'usage, dans les dispositions normatives d'un arrêté royal, d'employer le possessif pour désigner un Ministre. L'utilisation du possessif est réservée au préambule et à la disposition finale qui charge un ou plusieurs Ministres de l'exécution de l'arrêté.

En conséquence, il y aurait lieu, aux articles 2, 20, 24 et 31 du projet, de remplacer les mots "de Notre Ministre de la Justice" par "du Ministre de la Justice" et, à l'article 23, les mots : "Notre Ministre ..." par "Le Ministre ...".

De même, aux articles 35 et 36, les mots "à Notre Ministre ..." devraient être remplacés par "au Ministre ...".

VI.

Lorsqu'une disposition se réfère à d'autres articles du projet, il est superflu d'ajouter, après le numéro des articles, la précision :"du présent arrêté". Ces mots devraient donc être omis dans les diverses dispositions, sauf à l'article 38 du projet qui renvoie aux annexes de l'arrêté.

VII.

Le projet prévoit en son article 31 l'intervention du Ministre de l'Intérieur et confie certaines attributions aux administrations communales. Il serait donc normal que le projet soit présenté et contresigné

.../...

aussi par le Ministre de l'Intérieur et que ce Ministre soit chargé de son exécution au même titre que le Ministre des Affaires étrangères et le Ministre de la Justice.

EXAMEN DU TEXTE.

PREAMBULE.

Il n'y a pas lieu de viser la loi du 26 mars 1953 qui ne constitue pas la base légale du projet, mais uniquement un de ses motifs. L'alinéa 2 du préambule doit donc être omis.

Quant à l'alinéa 3, il devrait être rédigé de la façon suivante :

"Vu la convention entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas concernant le transfert du contrôle des personnes vers les frontières extérieures du territoire du Benelux, signée à Bruxelles le 11 avril 1960 et approuvée par la loi du 30 juin 1960".

Pour la raison indiquée dans l'observation générale VII, il y a lieu de mentionner à l'alinéa 4 le Ministre de l'Intérieur.

.../...

Article 1er.

L'alinéa 1er de cet article est rédigé comme suit :

"Pour être autorisé à entrer en Belgique, tout étranger doit être en possession d'un passeport délivré par ses autorités nationales et l'avoir fait revêtir par le représentant diplomatique ou consulaire belge, luxembourgeois ou néerlandais de sa résidence ou du lieu de son séjour à l'étranger, d'un visa de transit ou de voyage ou, pour un séjour de plus de trois mois, d'une autorisation de séjour provisoire".

Pour comprendre cet article, il faut se reporter à l'article 4 de la convention du 11 avril 1960, aux termes duquel : "Il est institué un visa valable pour le territoire du Benelux".

Tel qu'il a été rédigé, l'article 1er, alinéa 1er, du projet ne fait aucune distinction entre le visa de transit et de voyage, d'une part, et l'autorisation de séjour provisoire, d'autre part. Il permet aux représentants luxembourgeois et néerlandais de délivrer des autorisations de séjour provisoire sur le territoire belge. Or, il résulte des renseignements fournis par le Gouvernement, que la délivrance des autorisations de séjour restera de la compétence "des seules autorités belges". Le texte doit donc être modifié sur ce point.

.../...

Article 4.

Cet article est relatif à l'autorisation de séjour provisoire. Il a donc sa place logique dans le chapitre consacré au séjour des étrangers en Belgique et non dans le chapitre relatif à l'entrée en Belgique. Le texte de l'article 20 proposé répond à cette préoccupation.

Article 5.

Cet article est relatif aux apatrides et aux réfugiés. Suivant les explications fournies par le Gouvernement, l'autorisation de séjour provisoire sera accordée à ces étrangers comme aux autres par les agents diplomatiques ou consulaires belges.

Dès lors, il serait préférable, dans un but de clarté, de supprimer le dernier alinéa de l'article et de faire au A, 2°, la distinction entre le visa et l'autorisation de séjour, ainsi qu'il est proposé de faire pour l'article 1er du projet.

Article 8.

Au littera B de cet article, il y aurait lieu, pour rendre le texte plus clair, de remplacer les mots : "dans le pays" par les mots : "en Belgique".

.../...

Article 11.

Au littera A de cet article, qui traite des voyages en groupe avec un passeport collectif ou une liste nominative, le 1° est rédigé comme suit :

"1° le passeport ou la liste doivent indiquer l'identité et la résidence de cinq personnes au moins et de cinquante au plus".

Dans un souci de clarté et pour éviter toute confusion, il serait préférable de rédiger ce 1° comme suit :

"1° le passeport ou la liste doivent indiquer l'identité et la résidence des membres du groupe; le nombre de ceux-ci ne peut être inférieur à cinq, ni supérieur à cinquante".

Le littera B de cet article se réfère à la convention de Londres du 28 février 1952. A la connaissance du Conseil d'Etat cette convention n'a pas été publiée.

Article 15.

Etant donné que cet article se trouve dans la section relative aux exceptions, il est plus logique d'énoncer les cas où l'article 2 du projet n'est pas applicable, ce qui a, du reste, pour effet, d'alléger le texte.

.../...

Article 16.

A l'alinéa 2 de cet article, les mots "poste semblable" semblent faire porter l'obligation de similitude sur l'aspect extérieur du poste. Etant donné que telle n'est pas l'intention du Gouvernement, il serait préférable de dire : "La même règle est applicable à la frontière française".

Au 1°, est prévu le cas de l'étranger dont l'entrée en Belgique "est subordonnée au minimum à la présentation d'un passeport ou d'un passeport revêtu d'un visa".

Or, il résulte de l'article 1er du projet que le passeport avec visa constitue le maximum de ce qui peut être exigé. Dès lors, les mots "au minimum" sont superflus et doivent être omis.

Articles 18 et 19.

Ces articles sont relatifs à l'inscription à l'administration communale.

Il serait plus logique d'énoncer dans le premier article le principe de l'obligation d'inscription ainsi que les délais dans lesquels cette obligation doit être exécutée et, dans le second article, les exceptions à la règle.

.../...

En outre, parmi les exceptions, la troisième mentionne les enfants de moins de 15 ans. Or, ce n'est pas là une exception puisque l'inscription doit être demandée par la personne qui a la garde des enfants.

Enfin, en ce qui concerne les étrangers arrêtés et détenus, les mots "au cours d'un voyage en Belgique" sont superflus et devraient être omis.

Article 20.

Cet article contient des dispositions de nature différente. Le premier alinéa est relatif aux conditions dans lesquelles l'autorisation de séjour est accordée; le second alinéa est relatif au document qui constitue la preuve de cette autorisation.

Il serait préférable d'en faire deux articles distincts.

Article 22.

Suivant la rédaction de cet article, l'attestation d'immatriculation ne devrait être délivrée que dans les cas où l'autorisation de séjour provisoire est requise. Or, il résulte de l'article 18, 1°, du projet, qu'elle est également délivrée en cas de séjour d'affaires ou de tourisme d'une durée de moins de trois mois, si l'étranger ne loge pas dans un des établissements énumérés à l'article 1er de l'arrêté-loi du 31 janvier 1946 concernant le contrôle des voyageurs dans les maisons d'hébergement. Le texte doit donc être modifié de façon à en élargir la portée.

.../...

Article 23.

Les mots "aux instances compétentes" sont superflus et devraient être omis, d'autant plus que l'emploi du mot "instances" est réservé aux actions soumises aux cours et tribunaux.

Article 25.

Au littera B, 1°, il semble qu'il y aurait lieu d'omettre les mots "malade et". En effet, suivant le texte du projet, les étrangers admis en traitement dans un hôpital à la suite d'un accident ne seraient pas dispensés de la prorogation ou du renouvellement de leurs documents puisqu'ils ne seraient pas malades mais accidentés. Or, telle ne paraît pas être l'intention du Gouvernement.

Au 2°, suivant les renseignements fournis par le délégué du Gouvernement, les mots : "aussi longtemps qu'il ne voyage pas" s'appliquent uniquement à l'aliéné placé chez un particulier. Dès lors, la virgule se trouvant après "particulier" devrait être omise.

Article 32.

Cet article mentionne, sous le littera D, les "étrangers mineurs d'âge". La capacité fait partie du statut personnel de l'individu et l'âge de la majorité varie suivant les législations nationales.

.../...

L'intention du Gouvernement étant de se référer sur ce point à la notion de minorité, telle qu'elle est déterminée par la législation belge, il est préférable de préciser : "les étrangers âgés de moins de vingt et un ans".

A ce sujet, il existe une discordance entre les articles 18 et 32 du projet.

Alors que pour la première inscription dans la commune l'obligation n'incombe aux parents que pour les enfants de moins de quinze ans, par contre, pour les changements de résidence ultérieurs et lors du départ définitif pour l'étranger, les parents ont cette obligation même pour les mineurs ayant quinze ans ou plus.

Article 37.

Cet article doit être omis; la matière qu'il traite est reprise dans l'article 1er du texte proposé.

Article 39.

Le projet pourrait être l'occasion d'abroger expressément deux arrêtés qui ont cessé d'être appliqués. Ce sont :

1° Un arrêté du 13 messidor an X portant interdiction aux noirs, mulâtres et autres gens de couleur d'entrer sans autorisation sur le territoire continental de la France. Ce texte figure au Recueil de législation, tome Ier, n° 314. Il n'est pas nécessaire de reproduire son intitulé, aucune confusion n'étant à redouter.

2° Un arrêté royal du 5 avril 1935 créant une carte de touriste et fixant la taxe due pour la délivrance de cette carte, arrêté qui semble avoir été pris à l'occasion de l'exposition de Bruxelles de 1935.

.../...

TEXTE PROPOSE PAR LE CONSEIL D'ETAT.

Chapitre Ier. - Champ d'application de l'arrêté.

Article 1er.

Sauf les exceptions prévues par les lois, règlements et conventions internationales applicables en Belgique, l'entrée et le séjour des étrangers en Belgique sont réglés par le présent arrêté.

Chapitre II. - Conditions d'entrée des étrangers en Belgique.

Section Ière. - Conditions générales.

Article 2 (article 1er du projet).

Un étranger ne peut pénétrer dans le Royaume s'il n'est en possession d'un passeport non périmé, délivré par ses autorités nationales et revêtu :

1° s'il s'agit d'un séjour de trois mois au maximum : du visa de trasit ou de voyage apposé par le représentant diplomatique ou consulaire belge, luxembourgeois ou néerlandais de la résidence de l'intéressé ou du lieu de son séjour à l'étranger et valable, soit spécialement pour la Belgique, soit pour le territoire du Benelux;

2° s'il s'agit d'un séjour de plus de trois mois : d'une autorisation de séjour provisoire accordée par le représentant diplomatique ou consulaire belge de la résidence de l'intéressé ou du lieu de son séjour à l'étranger.

.../...

Article 3 (article 2 du projet).

L'autorisation de pénétrer en Belgique est accordée uniquement à l'étranger qui dispose de moyens de subsistance suffisants ou de la possibilité de les acquérir par l'exercice régulier d'une activité lucrative.

L'autorisation est refusée à l'étranger considéré comme indésirable en Belgique.

Elle peut être refusée, sur instructions du Ministre de la Justice, lorsque la présence de l'étranger en Belgique est considérée comme susceptible d'y compromettre la tranquillité publique, l'ordre public ou la sécurité du pays.

Section II. - Régimes spéciaux.

Article 4 (article 3 du projet).

Article 5 (article 7 du projet).

Article 6.

§ 1er (article 8, A, du projet, sauf que la référence à l'article 24 doit être remplacée par une référence à l'article 25).

§ 2 (article 8, B, du projet, sauf que, pour la clarté, les mots "dans le pays" devraient être remplacés par les mots "en Belgique").

Article 7 (article 9 du projet).

§ 1er. Les enfants étrangers ... (alinéa 1er de l'article 9, A, du projet).

.../...

Lorsqu'un séjour de plus de trois mois est envisagé, la disposition de l'alinéa 1er n'est applicable que pour autant que l'auteur, l'ascendant ou le tuteur remplisse lui-même les conditions requises pour pouvoir demeurer dans le pays.

Sont également autorisés à entrer en Belgique sans passeport ou pièce d'identité, les enfants de nationalité française ou luxembourgeoise âgés de moins de quinze ans, dont l'identité est indiquée sur le passeport d'une personne de nationalité française ou luxembourgeoise qu'ils accompagnent.

§ 2 (article 9, B, du projet, sauf que les mots "document y mentionné" devraient être remplacés par les mots "document qui y est mentionné.

Article 8.

§ 1er (article 11, A, du projet. Le 1° devrait toutefois être remplacé par le texte suivant :

"1° le passeport ou la liste doivent indiquer l'identité et la résidence des membres du groupe; le nombre de ceux-ci ne peut être inférieur à cinq ni supérieur à cinquante").

§ 2 (article 11, B, du projet. A l'alinéa 1er, il faut toutefois ajouter, après "1° et 4°", la précision: "du § 1er").

Article 9.

§ 1er (article 5 du projet, sauf que le 2° devrait être rédigé comme suit :

"2° soit d'un visa en cours de validité délivré par un agent diplomatique ou consulaire belge, luxembourgeois ou néerlandais et valable pour la Belgique ou le

.../...

territoire du Benelux, soit, pour un séjour de plus de trois mois en Belgique, d'une autorisation de séjour provisoire délivrée par un agent diplomatique ou consulaire belge").

§ 2 (article 5, alinéa ler, du projet, sauf que les mots "les en dispensant" devraient être remplacés par les mots "les dispensant de ce visa").

Article 10 (article 6 du projet).

Article 11.

§ ler (article 10, A, du projet).

§ 2 (article 10, B, du projet).

Article 12.

§ ler (article 12, A, du projet).

§ 2 (article 12, B, du projet).

§ 3 (article 12, C, du projet, sauf que la référence aux articles 1 à 8 devrait être remplacée par une référence aux articles 2 à 6 ou 9 et 10).

§ 4. Les marins étrangers qui doivent être enrôlés sur un navire dans un port belge ... (la suite comme à l'article 12, D, alinéa ler, du projet, sauf que le mot "pouvait" doit être remplacé par "peut").

Les marins dont il est question à l'alinéa précédent doivent se présenter au commissariat maritime, dans les quarante-huit heures de leur arrivée à destination.

La même obligation incombe aux étrangers qui se rendent en Belgique pour y chercher un engagement maritime; leur entrée dans le pays est subordonnée à la présentation d'un des documents de voyage prévus par les articles 2 à 6 ou 9 et 10.

.../...

Article 13 (texte de l'article 13 du projet, sauf pour le 4° qui devrait être rédigé comme suit :

"4° les ressortissants d'Etats européens dispensés, en raison de leur nationalité, du visa de voyage pour l'entrée en Belgique, lorsqu'ils sont porteurs d'un passeport national en cours de validité où le bénéfice des facilités accordées aux bateliers du Rhin leur est reconnu.
Cette mention doit être faite en français, en néerlandais et en allemand").

Article 14 (article 14 du projet).

Article 15 (article 15 du projet).

L'article 3 n'est pas applicable aux étrangers dont il est question à l'article 6.

L'article 3, alinéa 1er, n'est pas applicable aux étrangers dont il est question aux articles 11, 12, §§ 1er et 2, 13 et 14.

Section III. - Contrôle.

Article 16 (article 16 du projet).

A la frontière allemande, l'entrée et la sortie de tout étranger doivent avoir lieu à un poste frontière desservi par les membres de la gendarmerie ou de l'administration des douanes.

La même règle est applicable à la frontière française :

1° lorsque l'entrée de l'étranger en Belgique est subordonnée à la présentation d'un passeport ou d'un passeport revêtu d'un visa;

.../...

2° lorsque l'étranger apprtient à un groupe voyageant sous le couvert d'un passeport collectif;

3° lorsqu'il entre en Belgique pour être enrôlé sur un navire dans un port belge ou néerlandais.

Les étrangers voyageant par la voie maritime ne peuvent se rendre à terre ni débarquer, ni embarquer dans un port belge, sans avoir subi le contrôle du commissariat maritime.

Les étrangers qui arrivent en Belgique ou en sortent par la voie aérienne ne peuvent quitter l'aérodrome sans s'être soumis au contrôle qui y est exercé.

Article 17 (article 17 du projet).

Lors du franchissement de la frontière allemande ou française ou lors de son débarquement ou de son embarquement en Belgique, tout étranger est tenu d'exhiber spontanément aux agents chargés de leur contrôle, les documents dont il doit être porteur.

L'étranger dont l'entrée en Belgique est subordonnée à la présentation d'un passeport revêtu d'un visa est tenu, tant à l'entrée qu'à la sortie du pays, d'y faire apposer un timbre à date par l'agent qui fait le contrôle. Si le passage a lieu sous le couvert d'une autorisation tenant lieu de visa, le timbre à date ne peut être apposé que sur cette autorisation.

La même obligation existe, à l'entrée seulement, pour l'étranger dont l'entrée en Belgique n'est subordonnée qu'à la présentation d'un passeport. S'il n'a pu satisfaire à cette formalité, il est tenu de se présenter, dans les quarante-huit heures de son arrivée, à l'administration communale du lieu de sa destination.

.../...

Chapitre III. - Conditions de séjour des étrangers en Belgique.

Section Ière. - Inscription à l'administration communale.

Article 18 (article 18 du projet).

L'étranger qui a l'intention de séjourner plus de huit jours en Belgique doit se faire inscrire à l'administration communale du lieu de son séjour, dans les huit jours de son entrée dans le pays.

Ce délai est ramené à quarante-huit heures :

1° lorsque le visa sous le couvert duquel l'étranger est entré en Belgique oblige à inscription dans ce délai;

2° lorsque, étant soumis à l'obligation du passeport, l'étranger n'a pu faire contrôler son entrée en Belgique lors du franchissement de la frontière;

3° lorsque l'étranger est entré en Belgique à la faveur d'un laissez-passer spécial délivré par les autorités frontalières et qu'une mention en ce sens y figure.

Si l'intéressé est un enfant de moins de quinze ans, l'inscription doit être demandée par ses parents ou par la personne sous la garde de qui il se trouve.

Article 19.

N'ont pas l'obligation de se faire inscrire à l'administration communale :

1° les étrangers qui entrent en Belgique en vue d'un ou de plusieurs séjours d'affaires ou de tourisme ne dépassant pas un total de trois mois par période de six mois et qui logent dans des établissements énumérés à l'article 1er de l'arrêté-loi du 31 janvier 1946 concernant le contrôle des voyageurs dans les maisons d'hébergement;

.../...

2° les marins étrangers autorisés à se rendre à terre conformément à l'article 12, § 2;

3° les étrangers admis en traitement dans un hôpital ou un établissement hospitalier analogue au cours d'un voyage en Belgique;

4° les étrangers arrêtés et détenus dans un établissement pénitentiaire ou de défense sociale ou internés dans une maison de refuge ou un dépôt de mendicité.

Article 20 (article 20, partim, et article 4 du projet).

Sans préjudice de l'application de l'article 3, l'autorisation de séjourner en Belgique pendant plus de trois mois est accordée à l'étranger dont le passeport est revêtu de l'autorisation de séjour provisoire.

Toutefois le passeport revêtu de l'autorisation de séjour provisoire n'est pas requis :

1° des ressortissants luxembourgeois et néerlandais porteurs de l'un des documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté, à l'exclusion de la carte néerlandaise de touriste;

2° des ressortissants de la Suisse ou du Liechtenstein porteurs de l'un des documents mentionnés à l'annexe I et qui ne séjournent pas en Belgique pour y exercer une activité lucrative;

3° des travailleurs qualifiés, allemands, français et italiens, entrant en Belgique pour y être occupés dans les industries du charbon et de l'acier, à condition qu'ils soient porteurs de l'un des documents mentionnés à l'annexe I et d'une carte de travail, valable, de la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

Article 21 (article 20, partim, du projet).

L'autorisation de séjourner en Belgique pendant plus de trois mois est constatée par le certificat d'inscription au registre des étrangers.

.../...

Ce titre, délivré par l'administration communale du lieu de séjour, a une validité de six mois. Sauf décision spéciale du Ministre de la Justice, le délai de six mois prend cours le jour de la délivrance.

A moins que l'autorisation de séjourner dans le Royaume n'ait été accordée à l'intéressé que pour une durée expressément limitée, le certificat d'inscription est prorogé de six mois en six mois et renouvelé après trois prorogations.

Le certificat peut être prorogé ou renouvelé par anticipation, aux conditions déterminées par l'article 36.

Article 22 (article 21 du projet).

La délivrance, aux étrangers dont il est question à l'article 20, 3°, du certificat d'inscription au registre des étrangers, est subordonnée à la présentation des documents qui y sont mentionnés et, en outre :

1° d'un certificat du médecin d'un charbonnage ou d'un médecin agréé par le bureau régional de l'Office national du placement et du chômage, constatant l'aptitude de l'intéressé au travail envisagé et qu'il n'est atteint d'aucune maladie contagieuse ou susceptible d'entraîner une hospitalisation prochaine de l'intéressé;

2° d'un extrait du casier judiciaire ou d'un document équivalent, délivré depuis moins de trois mois par les autorités du pays où l'intéressé a eu sa dernière résidence et ne contenant la mention d'aucune condamnation à un emprisonnement d'un mois ou plus.

Une attestation d'immatriculation valable durant trois mois est délivrée à l'intéressé pour lui permettre de présenter les documents énumérés aux 1° et 2°.

.../...

Article 23 (article 22 du projet).

§ 1er. L'étranger régulièrement entré en Belgique sans autorisation de séjour réçoit, lors de son inscription à l'administration communale , une attestation d'immatriculation couvrant la période indiquée par son visa; si ce visa a été délivré à l'intéressé pour lui permettre d'effectuer un ou plusieurs voyages au cours d'une période de plus de trois mois, l'attestation d'immatriculation ne couvre néanmoins qu'une période de trois mois à compter de la date d'entrée en Belgique.

§ 2 (texte de l'article 22, B, du projet, sauf que les références doivent se lire : "articles 4, 5, 7, 8, 9, § 2, et 12, §§ 3 et 4, dernier alinéa").

Article 24.-

(Texte de l'article 23 du projet. Toutefois, à l'alinéa 2, les mots "aux instances compétentes " devraient être omis).

Article 25. (Texte de l'article 24 du projet, sauf pour l'alinéa 3 qui doit être rédigé comme suit :

"Elle est valable durant deux ans. Elle est renouvelable de deux ans en deux ans. Elle peut être renouvelée par anticipation aux conditions déterminées par l'article 36.

.../...

Article 26.-

§ 1er. (texte de l'article 25, A, du projet).

§ 2. Dispense de demander la prorogation ou le renouvellement du certificat d'inscription ou de la carte d'identité est accordée :

1° à l'étranger admis en traitement dans un hôpital ou un établissement hospitalier analogue;

2° à l'étranger atteint de déficience mentale et interné dans un asile ou placé chez un particulier aussi longtemps qu'il ne voyage pas;

3° (texte du projet).

§ 3. (texte de l'article 25, C, du projet, sauf que le 1° devrait être rédigé comme suit :

"1° en cas de détérioration, de perte ou de destruction de ces documents").

Article 27.

(Texte de l'article 26 du projet, sauf que la référence à l'article 24 doit être remplacée par une référence à l'article 25).

.../...

Article 28 (article 28 du projet).

Pendant la durée de leurs études et nonobstant leur inscription à l'administration communale, il n'est pas établi de certificat d'inscription au registre des étrangers pour les enfants et jeunes gens domiciliés à l'étranger et autorisés à séjourner en Belgique pour y suivre les cours d'un établissement d'enseignement en qualité d'élèves internes.

(alinéas 2 et 3 : texte de l'article 28, alinéas 2 et 3, du projet).

Article 29 (article 27 du projet).

Par dérogation à l'article 18, les travailleurs frontaliers, domiciliés à l'étranger, lorsqu'ils n'y retournent qu'une fois par semaine, sont tenus de se faire inscrire à l'administration communale du lieu de leur logement.

Pour constater cette inscription, l'administration communale porte sur leur carte de travailleur frontalier la mention "semainier" et fait suivre celle-ci de la date, de la signature du bourgmestre ou de son délégué, et du sceau de la commune.

Article 30.

(Texte de l'article 29 du projet, sauf que les mots : "... par l'article 18... " devraient être remplacés par : "... à l'article 18...").

.../...

Article 31 (article 30 du projet).

Les artistes, les forains et les bateliers étrangers ... (le reste comme à l'article 30, alinéa 1er, du projet).

La délivrance et le renouvellement de leur titre de séjour sont effectués par les autorités de cette commune; la prorogation de leur certificat d'inscription peut néanmoins être faite par l'administration communale du lieu où ils sont de passage.

Les nomades étrangers actuellement autorisés à séjourner à demeure en Belgique ne sont pas inscrits dans les registres communaux. Ils reçoivent de l'administration de la Sûreté publique une carte de nomade valable durant trois mois. Cette carte, obligatoire dès que l'intéressé est âgé de 12 ans, doit être visée mensuellement par le commandant de la brigade de gendarmerie dans le ressort de laquelle le titulaire a établi son campement; à son expiration, elle est renouvelée par l'administration précitée.

Section IV. - Dispositions administratives.

Article 32.-

(Texte de l'article 31 du projet, sauf qu'à l'alinéa 2, le mot "devront" doit être remplacé par "doivent".

.../...

Article 33.-

§ 1er. (texte de l'article 32,A, du projet).

§ 2. (texte de l'article 32, B,du projet).

§ 3. (texte de l'article 32, C,du projet).

§ 4. Lorsqu'il s'agit d'étrangers de moins de 21 ans, ces obligations incombent à leurs parents ou à la personne qui en a la garde.

Article 34 (article 33 du projet).

Le certificat d'inscription, la carte d'identité, l'attestation d'immatriculation ou tout autre document belge de séjour est retiré à l'étranger à qui une mesure d'éloignement du pays est notifiée ou qui déclare quitter le pays sans esprit de retour.

La carte d'identité perd sa validité ... (le reste comme au projet, sauf que la référence à l'article 34 doit être remplacée par une référence à l'article 35).

Article 35 (article 34 du projet).

§ 1er. L'étranger, titulaire de la carte d'identité, s'il entend quitter le pays pour y revenir, après une absence de plus de six mois, est tenu d'en informer l'administration communale avant son départ et de prouver qu'il conservera le centre de ses intérêts en Belgique.

.../...

§ 2. L'étranger qui a l'intention ... (comme au projet) ... est tenu de demander, avant son départ, la prorogation ou le renouvellement par anticipation du document requis et de prouver qu'il conservera en Belgique le centre de ses intérêts.

Cette disposition n'est pas applicable ... (comme au projet) ... à condition de rentrer dans les trente jours qui suivent soit son départ de ces pays, soit l'accomplissement de ses obligations militaires.

Article 36.-

(Comme l'article 35 du projet, sauf que la dernière phrase de l'alinéa 2 devrait être rédigée comme suit : "Cette prorogation n'est pas accordée si la durée du séjour de l'intéressé en Belgique a été expressément limitée". En outre, la référence aux articles 24 et 34, B, doit être remplacée par la référence aux articles 25 et 35, § 2).

Article 37.-

(Comme l'article 36 du projet, sauf que le mot "intéressant" devrait être remplacé par "concernant").

.../...

Chapitre IV. - Dispositions finales.

Article 38 (article 38 du projet).

Article 39.-

Sont abrogés :

1° l'arrêté du 13 messidor an X;

2° l'arrêté royal du 5 avril 1935 créant une carte de touriste et fixant la taxe due pour la délivrance de cette carte;

3° l'arrêté royal du 3 décembre 1953 relatif aux conditions d'entrée, de séjour et d'établissement des étrangers en Belgique, modifié par l'arrêté royal du 13 juillet 1956;

4° l'arrêté royal du 6 décembre 1955 relatif à l'exécution de la loi du 28 mars 1952 sur la police des étrangers et de l'arrêté royal précité du 3 décembre 1953, tel qu'il a été modifié par les arrêtés royaux des 10 et 22 mars, 14 et 27 mai, 14 août et 6 octobre 1958, 24 mai, 16 septembre et 10 octobre 1959.

Article 40 (article 40 du projet).

Article 41.-

(Article 41 du projet, sauf que le Ministre de l'Intérieur doit être mentionné).

...

...

Het ontwerp is vastgesteld ter uitvoering van de overeenkomst tussen het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden, inzake de verlegging van de personencontrole naar de buitengrenzen van het Beneluxgebied, ondertekend op 11 april 1960, te Brussel, en goedgekeurd door de wet van 30 juni 1960. Krachtens artikel 11 van deze overeenkomst "verbinden de Hoge Overeenkomstsluitende Partijen zich hun wetten en voorschriften met betrekking tot de bestrijding van overtreding der bepalingen inzake de binnenkomst en het verkeer van vreemdelingen te harmoniseren", en artikel 14 van dezelfde Overeenkomst bepaalt : "Ieder der Hoge Overeenkomstsluitende Partijen verbindt zich de noodzakelijke maatregelen te nemen ten einde zijn voorschriften in overeenstemming te brengen met de door de Werkgroep genomen besluiten".

Het ontwerp bedoelt deze overeenstemming tot stand te brengen en bij die gelegenheid de teksten die het binnenkomen, het verblijf en de vestiging van vreemdelingen in België regelen, te coördineren.

Bij het ontwerp zijn de volgende opmerkingen te maken :

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I.

De eerste twee artikelen van het ontwerp, die de algemene voorwaarden voor het binnenkomen in het Rijk vaststellen, maken geen voorbehoud ten aanzien van vreemdelingen op wie het besluit geen toepassing zou vinden.

...

Eerst in de slotbepalingen wordt het toepassingsgebied van het besluit beperkt. Artikel 37 bepaalt immers :

"Onder beding van wederkerigheid zijn de vreemdelingen, die op grond van internationale gebruiken, akkoorden of overeenkomsten, bijzondere voorrechten genieten, niet onderworpen aan de bepalingen van dit besluit".

Bij de tekst van dit artikel zijn enige opmerkingen te maken :

1. Het toepassingsgebied van een besluit moet vooraan in het besluit worden omschreven.

2. De tekst is onvolledig, want hij sluit van de toepassing van het besluit alleen die vreemdelingen uit die bijzondere voorrechten genieten, met andere woorden de bevoorrechte vreemdelingen die genoemd zijn in het koninklijk besluit van 6 december 1955. Er zijn categorieën van personen die geen enkel voorrecht genieten, maar, krachtens internationale akkoorden, onder bepaalde omstandigheden zonder de in het besluit genoemde documenten België mogen binnenkomen, bij voorbeeld douanebeambten die controle uitoefenen in de treinen, of NAVO-militairen.

3. De woorden "onder beding van wederkerigheid" hebben geen betekenis; gaat het om internationale verdragen, dan kan men zich op wederkerigheid alleen beroepen voor zover zij in het verdrag bedongen is. Betreft het daarentegen een zuiver interne regeling, dan kan België zonder nadere verantwoording ze wijzigen.

...

4. Internationale gebruiken worden schriftelijk vastgelegd. Het is dus overbodig er zich op te beroepen.

Ter inachtneming van deze opmerkingen schrappe men artikel 37 en stelle men vooraan in het ontwerp een artikel 1 dat het toepassingsgebied van het besluit omschrijft, als volgt :

"Artikel 1.

Behoudens de uitzonderingen bepaald bij de wetten, verordeningen en internationale overeenkomsten die in België toepassing vinden, regelt dit besluit de binnenkomst en het verblijf van vreemdelingen in België".

II.

Het ligt in de bedoeling van de Regering, in het ontwerp alle verordeningsteksten betreffende vreemdelingen over te nemen.

Om volledliger te zijn, zou het ontwerp ook de bepalingen van het koninklijk besluit van 6 december 1955 betreffende het verblijf in België van sommige bevoorrechte vreemdelingen moeten overnemen en dit bij de koninklijke besluiten van 16 januari 1957 en 8 februari 1960 gewijzigde besluit, moeten opheffen.

Mocht de Regering dit koninklijk besluit wensen te handhaven, dan zou artikel 6 moeten worden herzien om eventueel in overeenstemming te worden gebracht met de overeenkomst van 11 april 1960.

III.

Over de volgorde waarin de artikelen van afdeling II

...

van hoofdstuk I zijn voorgesteld, moet een opmerking worden gemaakt. Deze afdeling geeft in hoofdzaak de uitzonderingen op artikel 1, maar in een onlogische volgorde. De uitzonderingen kunnen in drie categorieën worden gegroepeerd : 1) uitzonderingen die gunsten verlenen aan vreemdelingen, alleen maar op grond van hun nationaliteit of van hun bijzondere status (artikelen 3, 7, 8, 9 en 11); 2) uitzonderingen die verantwoord zijn door het feit dat sommige vreemdelingen onmogelijk de vereiste documenten en visa kunnen verkrijgen (artikelen 5 en 6); 3) uitzonderingen die worden toegestaan om voor onze Staatsburgers wederkerigheid te verkrijgen (artikelen 10, 12 en 13);

In de hierna voorgestelde tekst is deze volgorde in acht genomen.

IV.

De onderverdelingen van sommige artikelen zijn met hoofdletters aangeduid. Paragrafen zijn meer aan te bevelen.

V.

Het is niet gebruikelijk in normatieve bepalingen van een koninklijk besluit te spreken over "Onze" Minister. Dit bezittelijk voornaamwoord wordt alleen gebruikt in de aanhef en in de slotbepaling die een of meer Ministers met de uitvoering van het besluit belast.

In de artikelen 2, 20, 24 en 31 van het ontwerp vervange men dus de woorden "van Onze Minister van Justitie" door "van de Minister van Justitie", en in artikel 23, de woorden "Onze Minister ..." door : "de Minister".

Tevens vervange men in de artikelen 35 en 36 de woorden : "aan Onze Minister" door : "aan de Minister".

...

VI.

Wanneer een bepaling naar andere artikelen van het ontwerp verwijst, hoeft daar niet aan te worden toegevoegd : "van dit besluit". Behalve in artikel 38 van het ontwerp,dat naar de bijlagen van het besluit verwijst, dienen deze woorden overal te vervallen.

VII.

Artikel 31 van het ontwerp voorziet in het optreden van de Minister van Binnenlandse Zaken en kent bepaalde bevoegdheden toe aan gemeentebesturen. Het ligt dus voor de hand, dat ook de Minister van Binnenlandse Zaken het ontwerp voordraagt en mede ondertekent en dat hij met de uitvoering van het besluit wordt belast evengoed als de Minister van Buitenlandse Zaken en de Minister van Justitie.

Onderzoek van de tekst.

Aanhef.

Er hoeft niet te worden verwezen naar de wet van 26 maart 1953, die geen rechtsgrond maar slechts een der motieven van het ontwerp is. Het tweede lid van de aanhef dient dus te vervallen.

Het derde lid van de aanhef dient te worden gelezen als volgt :

" Gelet op de overeenkomst tussen het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden, inzake de verlegging van de personencontrole naar de buitengrenzen van het Beneluxgebied,

...

ondertekend op 11 april 1960 te Brussel en goedgekeurd door de wet van 30 juni 1960".

Om de in de algemene opmerking VII opgegeven reden behoort de Minister van Binnenlandse Zaken in het vierde lid te worden genoemd.

Artikel 1.

Het eerste lid van dit artikel luidt als volgt :

"Om België te mogen binnenkomen, moet iedere vreemdeling in het bezit zijn van een paspoort, afgegeven door zijn nationale autoriteiten en waarop hij een transit- of reisvisum of, voor een verblijf van meer dan drie maanden, een machtiging tot voorlopig verblijf heeft doen stellen door de Belgische, Luxemburgse of Nederlandse diplomatieke of consulaire vertegenwoordiger van zijn verblijfplaats of van de plaats waar hij in het buitenland vertoeft".

Om dit artikel te begrijpen, moet men teruggaan naar artikel 4 van de overeenkomst van 11 april 1960, luidens hetwelk "een visum wordt ingesteld, geldig voor het Beneluxgebied".

In zijn huidige tekst maakt artikel 1, eerste lid, van het ontwerp geen onderscheid tussen het transit- en reisvisum enerzijds en de vergunning tot voorlopig verblijf anderzijds. Krachtens deze bepaling kunnen Luxemburgse en Nederlandse vertegenwoordigers vergunningen tot voorlopig verblijf op het Belgisch grondgebied afgeven. Uit door de Regering verstrekte inlichtingen blijkt echter, dat "Belgische autoriteiten alleen" bevoegd blijven om verblijfsvergunningen af te geven. De tekst moet dus op dit punt worden gewijzigd.

...

Artikel 4.

Dit artikel handelt over de vergunning tot voorlopig verblijf. De natuurlijke plaats voor dit artikel is niet het hoofdstuk betreffende het binnenkomen in België, maar dat betreffende het verblijf van vreemdelingen in België. Hiermede is rekening gehouden in de voor artikel 20 voorgestelde tekst.

Artikel 5.

Dit artikel heeft betrekking op staatlozen en vluchtelingen. Volgens de uitleg van de Regering zal de vergunning tot voorlopig verblijf aan deze als aan andere vreemdelingen worden verleend door de Belgische diplomatieke of consulaire ambtenaren.

Duidelijkheidshalve schrappe men het laatste lid van het artikel en onderscheide men in A, 2°, tussen het visum en de verblijfsvergunning, zoals voorgesteld is voor artikel 1 van het ontwerp.

Artikel 8.

Ter verduidelijking van de tekst vervange men onder B van dit artikel de woorden "in het land" door "in België".

Artikel 11.

De tekst onder 1° van A van dit artikel, die betrekking heeft op groepsreizen met een collectieve reispas of een naamlijst, luidt als volgt :

"1° het paspoort of de lijst moeten de identiteit en de verblijfplaats van ten minste vijf en van ten hoogste vijftig personnen vermelden".

Duidelijkheidshalve en om alle verwarring te vermijden, verdient het aanbeveling deze tekst te lezen als volgt:

...

"1° de reispas of de lijst moet de identiteit en de verblijfplaats van de leden van de groep vermelden; die groep mag niet minder dan vijf noch meer dan vijftig leden tellen".

De tekst onder B van dit artikel verwijst naar de overeenkomst van Londen van 28 februari 1952. Voor zover de Raad van State weet, is deze overeenkomst niet bekendgemaakt.

Artikel 15.

Aangezien dit artikel in de afdeling "Uitzonderingen" voorkomt, is het logischer aan te geven in welke gevallen artikel 2 van het ontwerp geen toepassing vindt. De tekst zal er minder zwaar door worden.

Artikel 16.

In het tweede lid van dit artikel kunnen de woorden "gelijkaardige post" de indruk wekken, dat de post gelijkenis naar buiten uit moet vertonen. Aangezien de Regering dit niet zo bedoelt, schrijve men : "Dezelfde regel geldt voor de Franse grens".

Onder 1° is sprake van de vreemdeling voor wiens binnenkomst in België "ten minste de overlegging is vereist van een paspoort of van een paspoort waarop een visum is gesteld".

Uit artikel 1 van het ontwerp blijkt echter dat ten hoogste een reispas met visum mag worden geëist. De woorden "ten minste" zijn dus als overbodig te schrappen.

Artikelen 18 en 19.

Deze artikelen handelen over de inschrijving bij het gemeentebestuur.

Het zou meer in de rede liggen, dat het eerste artikel het beginsel van de verplichte inschrijving stelt en bepaalt binnen welke termijnen die verplichting moet worden nagekomen, terwijl het tweede de uitzonderingen op de regel zou bevatten.

...

De derde uitzondering vermeldt bovendien de kinderen beneden vijftien jaar. Dit is geen uitzondering, want de inschrijving moet worden gevraagd door degene onder wiens bewaring de kinderen staan.

Voor de aangehouden en gedetineerde vreemdelingen ten slotte, kunnen de woorden "tijdens een reis in België" als overbodig vervallen.

Artikel 20.

Dit artikel bevat bepalingen van verschillende aard. Het eerste lid heeft betrekking op de voorwaarden waaronder de verblijfsvergunning wordt verleend; het tweede handelt over het document dat als bewijs van die vergunning geldt.

Men make hiervan twee onderscheiden artikelen.

Artikel 22.

Volgens de tekst van dit artikel zou het attest van immatriculatie alleen moeten worden afgegeven wanneer een vergunning tot voorlopig verblijf vereist is. Uit artikel 18, 1°, van het ontwerp blijkt echter, dat genoemd attest ook wordt afgegeven voor verblijven van minder dan drie maanden als zakenman of als toerist, indien de vreemdeling niet logeert in een van de gelegenheden genoemd in artikel 1 van de besluitwet van 31 januari 1946 betreffende de controle van reizigers in de logementhuizen. De tekst moet dus zo worden gewijzigd dat hij een ruimere strekking krijgt.

...

Artikel 23.

De woorden "aan de bevoegde instellingen" moeten als overbodig vervallen, te meer daar het Franse woord "instances" alleen wordt gebruikt voor vorderingen bij hoven en rechtbanken.

Artikel 25.

Onder B, 1°, moeten de woorden "ziek is en" klaarblijkelijk vervallen. Volgens de tekst van het ontwerp zouden vreemdelingen die voor behandeling in een ziekenhuis worden opgenomen ten gevolge van een ongeval, niet ontslagen zijn van de verplichting hun documenten te doen verlengen of vernieuwen omdat zij niet ziek maar door een ongeval getroffen zijn. Dit schijnt echter niet de bedoeling van de Regering te zijn.

In de tekst onder 2° slaan de woorden "zolang hij niet op reis gaat" volgens de gemachtigde van de Regering alleen op de krankzinnige die bij een privaat persoon is uitbesteed. Derhalve schrappe men de komma na "persoon".

Artikel 32.

Dit artikel vermeldt onder D de "minderjarige vreemdelingen". De bekwaamheid is deel van de persoonlijke status van het individu en de leeftijd van meerderjarigheid verschilt naar gelang van de nationale wetgeving.

Aangezien het in de bedoeling van de Regering ligt hier uit te gaan van het begrip minderjarigheid, zoals dit in de Belgische wetgeving is omschreven, ware het verkieslijk te bepalen : "vreemdelingen beneden eenentwintig jaar".

...

Wat dit betreft, is er gemis van overeenstemming tussen de artikelen 18 en 32 van het ontwerp.

Terwijl de ouders de eerste inschrijving bij de gemeente alleen voor kinderen beneden vijftien jaar moeten vragen, zijn zij daarentegen verplicht, bij latere verandering van verblijfplaats en bij het definitief vertrek naar het buitenland, ook voor minderjarigen van vijftien jaar en ouder het nodige te doen.

Artikel 37.

Dit artikel moet vervallen; de daarin behandelde materie is overgenomen in artikel 1 van de voorgestelde tekst.

Artikel 39.

Naar aanleiding van dit ontwerp zouden twee besluiten, die geen toepassing meer vinden, uitdrukkelijk kunnen worden opgeheven, namelijk :

1/ een besluit van 13 messidor jaar X waarbij aan zwarten, mulatten en andere kleurlingen verbod wordt opgelegd zonder vergunning het Franse continent te betreden. Deze tekst komt voor in de "Recueil de législation", deel I, nr 314. Het opschrift moet niet worden overgenomen, aangezien geen verwarring te vrezen is;

2/ een koninklijk besluit van 5 april 1935 tot invoering van een toeristenkaart en tot vaststelling van de taxe verschuldigd voor de afgifte dezer kaart, een besluit dat schijnt te zijn vastgesteld naar aanleiding van de tentoonstelling van Brussel in 1935.

DOOR DE RAAD VAN STATE VOORGESTELDE TEKST.

HOOFDSTUK I. - TOEPASSINGSGEBIED VAN HET BESLUIT.

Artikel 1.

Behoudens de uitzonderingen bepaald bij de wetten, verordeningen en internationale overeenkomsten die in België toepassing vinden, regelt dit besluit de binnenkomst en het verblijf van vreemdelingen in België.

HOOFDSTUK II. - VOORWAARDEN WAARONDER VREEMDELINGEN BELGIE MOGEN BINNENKOMEN.

Afdeling I.- Algemene voorwaarden.

Artikel 2 (artikel 1 van het ontwerp).

Geen vreemdeling mag het Rijk binnenkomen tenzij hij in het bezit is van een door de overheid van zijn land afgegeven en niet vervallen reispas, met :

1° indien het een verblijf van ten hoogste drie maanden betreft : het transit- of reisvisum, aangebracht door de Belgische, Luxemburgse of Nederlandse diplomatieke of consulaire vertegenwoordiger van zijn verblijfplaats of van de plaats waar hij in het buitenland vertoeft, en geldig hetzij speciaal voor België, hetzij voor het Beneluxgebied;

2° indien het een verblijf van meer dan drie maanden betreft : een vergunning tot voorlopig verblijf, verleend door de Belgische diplomatieke of consulaire vertegenwoordiger van zijn verblijfplaats of van de plaats waar hij in het buitenland vertoeft.

...

Artikel 3 (artikel 2 van het ontwerp).

De vergunning om België binnen te komen wordt alleen verleend aan vreemdelingen die over voldoende middelen van bestaan beschikken, dan wel deze door de regelmatige uitoefening van een winstgevende werkzaamheid kunnen verkrijgen.

De vergunning wordt geweigerd aan vreemdelingen die in België ongewenst worden geacht.

Op onderrichting van de Minister van Justitie kan zij worden geweigerd wanneer wordt geoordeeld, dat de aanwezigheid van de vreemdeling in België de openbare rust, de openbare orde of de veiligheid van het land in gevaar kan brengen.

Afdeling II. - Bijzondere regelingen.

Artikel 4 (artikel 3 van het ontwerp).

Vreemdelingen die de nationaliteit van een der in bijlage I van dit besluit opgesomde landen bezitten, mogen België binnenkomen, om er ten hoogste drie maanden te verblijven, op overlegging van een der documenten, in genoemde bijlage na de opgave van hun land vermeld.

Artikel 5 (artikel 7 van het ontwerp).

Vreemdelingen die in Luxemburg of in Nederland verblijven, mogen België binnenkomen over de Luxemburgse of Nederlandse grens, op voorwaarde dat zij in het bezit zijn van een Luxemburgse identiteitskaart voor vreemdelingen of van een Nederlandse verblijfsvergunning waarvan de geldigheidsduur niet verstreken is.

Deze bepaling is slechts van toepassing voor een verblijf in België van ten hoogste drie maanden op zes.

./.

Artikel 6 (artikel 8 van het ontwerp).

§ 1. Franse, Luxemburgse, Nederlandse en Zwitserse onderdanen, en onderdanen van Monaco en van Liechtenstein, die in België verblijf houden, mogen er terugkeren op overlegging van het bewijs van inschrijving of van de identiteitskaart, voorgeschreven bij de artikelen 20 en 25 van dit besluit, tijdens de ganse geldigheidsduur van die verblijfsvergunningen.

Onder dezelfde voorwaarde volstaan die verblijfsvergunningen voor de terugkeer in België van vreemdelingen die zich naar Luxemburg of Nederland hebben begeven.

§ 2. Vreemdelingen die in België, Luxemburg of Nederland verblijf houden en onder het visumstelsel staan, mogen België binnenkomen om naar hun verblijfplaats terug te keren, op overlegging van hun reispas en van een terugreisvisum, afgegeven door de bevoegde Belgische, Luxemburgse of Nederlandse autoriteit.

Dit visum wordt niet geëist van vluchtelingen die gedurende de op hun reisbewijs opgegeven termijn in een van die landen verblijf houden.

Artikel 7 (artikel 9 van het ontwerp).

§ 1. Vreemde kinderen beneden volle vijftien jaar, mogen zonder reispas of identiteitsbewijs België binnenkomen, wanneer hun identiteit vermeld staat op de reispas of het identiteitsbewijs van de ouder, de grootouder of de voogd die zij vergezellen. Voor Nederlandse kinderen wordt die leeftijd op volle zestien jaar gebracht.

Wanneer een verblijf van meer dan drie maanden wordt voorzien, geldt het bepaalde in het eerste lid alleen voor zover de ouder, grootouder of voogd zelf de voorwaarden vervult om in het land te mogen blijven.

./.

Zonder reispas of identiteitsbewijs mogen ook België binnenkomen kinderen van Franse of Luxemburgse nationaliteit beneden vijftien jaar, indien hun identiteit is opgegeven op de reispas van een persoon van Franse of Luxemburgse nationaliteit die zij vergezellen.

§ 2. Ook kinderen die de nationaliteit van een der in bijlage II van dit besluit opgesomde landen bezitten, mogen België binnenkomen op overlegging van het daarin vermelde document; zij mogen er echter niet langer dan de opgegeven tijd verblijven.

Artikel 8 (artikel 11 van het ontwerp).

§ 1. Vreemdelingen die in groep reizen, mogen, op voorwaarde dat zij tijdens hun verblijf in groep blijven, België binnenkomen met het oog op een verblijf van ten hoogste drie maanden, op overlegging van een collectieve reispas waarvan de geldigheidsduur niet verstreken is, of van een naamlijst, gewaarmerkt door de autoriteiten van het land waar zij is opgemaakt, onder de volgende voorwaarden :

1° de reispas of de lijst moet de identiteit en de verblijfplaats van de leden van de groep vermelden; die groep mag niet minder dan vijf noch meer dan vijftig leden tellen;

2° elk van deze personen moet de nationaliteit bezitten van het land wiens autoriteiten de collectieve reispas hebben afgegeven of de naamlijst hebben gewaarmerkt, en houder zijn van een persoonlijk identiteitsbewijs dat geldig is en van zijn foto is voorzien;

3° op de collectieve reispas of de naamlijst moet het visum van een Belgisch, Luxemburgs of Nederlands diplomatiek of consulair ambtenaar zijn aangebracht, tenzij de betrokken vreemdelingen daarvan krachtens artikel 4 van dit besluit zijn vrijgesteld;

4° een groepsleider, voorzien van een geldige individuele reispas, bewaart het collectief reisbewijs en moet bij

...

het overschrijden van de grenzen alle formaliteiten vervullen.

§ 2. Jongelieden van Britse, Franse, Luxemburgse of Nederlandse nationaliteit en staatlozen beneden één-entwintig jaar mogen, onder de in § 1, 1° en 4°, opgegeven voorwaarden, België binnenkomen met het oog op een verblijf van dezelfde duur, op overlegging van een collectieve reispas voor jongelieden, afgegeven krachtens de overeenkomst van Londen van 28 februari 1952.

Het bezit van een individueel identiteitsbewijs wordt van Britse, Franse, Luxemburgse en Nederlandse jongelieden alleen geëist wanneer zij ouder zijn van zestien jaar.

Van jonge staatlozen worden de volgende documenten geëist, naargelang de reispas voor jongelieden in een der hiernavolgende landen is afgegeven :

.... (voorts als in het ontwerp) ...

Artikel 9 (artikel 5 van het ontwerp).

§ 1. Staatlozen, vluchtelingen die reeds als dusdanig in het buitenland zijn erkend en vreemdelingen die van hun nationale autoriteiten geen reispas kunnen verkrijgen, mogen België binnenkomen op voorwaarde dat zij houder zijn :

1° van een reispas of van een als reispas geldend reisbewijs, afgegeven door de autoriteiten van het land waar zij hun verblijfplaats hebben,

2° hetzij van een visum waarvan de geldigheidsduur niet verstreken is, afgegeven door een Belgisch, Luxemburgs of Nederlands diplomatiek of consulair ambtenaar en geldig voor België of het Beneluxgebied, hetzij, voor een verblijf van meer dan drie maanden in België, van een vergunning tot voorlopig verblijf, afgegeven door een Belgisch diplomatiek of consulair ambtenaar.

...

§ 2. Genoemd visum wordt van in Frankrijk, Luxemburg of Nederland verblijvende vluchtelingen niet geëist wanneer zij houder zijn van een door de autoriteiten van een dezer landen afgegeven reisbewijs voor vluchtelingen, waarvan de geldigheidsduur niet verstreken is en waarop een vermelding voorkomt die hen van dit visum vrijstelt.

Artikel 10 (artikel 6 van het ontwerp).

Een vreemdeling die in het bezit is van een reispas, uitgegeven door een door België niet erkende Staat of regering of van niet voor België geldige reisbewijzen, mag er alleen binnenkomen op overlegging :

1° van een visumverklaring, afgegeven door de Belgische, Luxemburgse of Nederlandse diplomatieke of consulaire ambtenaar van zijn verblijfplaats of van de plaats waar hij in het buitenland verblijft;

2° van het identiteitsbewijs of van het reisbewijs, vermeld in voornoemde visumverklaring.

Artikel 11 (artikel 10 van het ontwerp).

§ 1. Britse ... (voorts als in het ontwerp) ...

Een arbeidsbewijs dat door genoemd bureau of door de "Direction départementale du Travail et de la Main-d'Oeuvre" in Frankrijk is gevisseerd, naar gelang de plaats van het werk in België of in Frankrijk is gelegen, kan gedurende dertig dagen gelden als grensarbeiderskaart voor de betrokkenen die in een van beide landen verblijf houden. Met een vrijgeleide, afgegeven op vertoon van een identiteitsbewijs en van een aanmeldingskaart uitgaande van de bevoegde instelling voor arbeidsbemiddeling, mag de Frans-Belgische grens gedurende achtenveertig uren overschreden worden.

...

In afwijking ... (voorts als in het ontwerp) ...

§ 2. Alle vreemdelingen ... (voorts als in het ontwerp) ...

Zij moeten de grens overschrijden over het op het bewijs vermelde punt.

Artikel 12 (artikel 12 van het ontwerp).

§ 1. Een zeemansboekje ... (voorts als in het ontwerp) ...

§ 2. Behoudens verzet van het Waterschoutskantoor en op voorwaarde dat aan dit kantoor een lijst wordt overhandigd als bedoeld in artikel 46 van het koninklijk besluit van 10 september 1929 houdende het inrichtingsreglement van de zeevaartpolitie, mogen vreemde zeelieden, officieren of scheepsgezellen in een Belgische haven aan wal gaan, zelfs indien zij niet de voor de binnenkomst in België vereiste reisbewijzen bezitten. Deze toelating is echter alleen geldig voor de haven waar het schip zich bevindt en voor de aanpalende gemeenten, en zolang het schip aanligt.

§ 3. Afgemonsterde vreemde zeelieden mogen slechts van boord gaan met toelating van het Waterschoutskantoor en indien zij de reisbewijzen bezitten die krachtens de artikelen 2 tot 6 of 9 en 10 van dit besluit vereist zijn voor de binnenkomst in België. Zij moeten zich gedragen naar de onderrichtingen die hun door het Waterschoutskantoor worden gegeven.

§ 4. Buiten de reispas of het zeemansboekje, indien dit als reispas geldt, en eventueel het vereiste visum, moeten vreemde zeelieden die in een Belgische of Nederlandse haven gaan aanmonsteren, tevens een bewijs bezitten van de rederij van het schip, waaruit de arbeids-

...

overeenkomst blijkt en waarin betaling van de repatriërings-kosten in geval van niet -aanmonstering wordt gewaarborgd. Voor Nederlandse zeelieden volstaat een Nederlands monsterboekje, indien de geldigheidsduur daarvan niet verstreken is en indien het vergezeld gaat van een bewijs van hun rederij, waarin hun opdracht, de naam van het schip waarop zij moeten aanmonsteren en de Belgische haven waarin het zich bevindt, zijn opgegeven.

De in het vorig lid bedoelde zeelieden moeten zich op het Waterschoutskantoor van de plaats hunner bestemming aanmelden binnen achtenveertig uren na hun aankomst.

Op vreemdelingen die zich naar België begeven om op een schip werk te zoeken, rust dezelfde verplichting; voor hun binnenkomst in het land is daarenboven vereist dat zij een van de reisbewijzen bedoeld in de artikelen 2 tot 6 of 9 en 10 van dit besluit overleggen.

Artikel 13 (artikel 13 van het ontwerp).

Zonder visum of vergunning tot voorlopig verblijf mogen België binnenkomen en aldaar reizen om er het beroep van Rijnschipper uit te oefenen :

1° Duitse, Franse, Luxemburgse, Nederlandse en Zwitserse onderdanen die in het bezit zijn van een nationale reispas, waarop de vermelding BATELIER DU RHIN - RIJNSCHIPPER - RHEINSCHIFFER is aangebracht;

2° vreemdelingen die houder zijn van een reisbewijs voor vluchtelingen afgegeven door Belgische, Duitse, Franse, Luxemburgse, Nederlandse of Zwitserse autoriteiten overeenkomstig het akkoord van Londen van 15 oktober 1946 of het verdrag van Genève van 28 juli 1951, waarvan de geldigheidsduur niet verstreken is en waarop de vermelding BATELIER DU RHIN - RIJNSCHIPPER - RHEINSCHIFFER is aangebracht;

...

3° vreemdelingen die houder zijn van een Belgisch reisbewijs voor vreemdelingen, van een Duitse FREMDENPASS, van een Frans identiteits- en reisbewijs (groen vouwblad) of van een Luxemburgse, Nederlandse of Zwitserse reispas voor vreemdelingen, waarvan de geldigheidsduur niet verstreken is en waarop de vermelding BATELIER DU RHIN - RIJNSCHIPPER - RHEINSCHIFFER is aangebracht;

4° onderdanen van Europese Staten die wegens hun nationaliteit vrijgesteld zijn van het reisvisum om België binnen te komen, wanneer zij houder zijn van een nationale reispas waarvan de geldigheidsduur niet verstreken is en waaruit blijkt dat zij de aan Rijnschippers verleende faciliteiten genieten. Deze vermelding moet in het Nederlands, het Frans en het Duits gesteld zijn.

Artikel 14 (artikel 14 van het ontwerp).

Het Belgisch visum wordt niet geëist van personen die over het land vliegen, indien zij gedurende de landingen op Belgisch grondgebied de luchthaven niet verlaten.

Leden van het varend personeel van buitenlandse luchtlijnen die in België landen, zijn vrijgesteld van de reispas en van het Belgisch visum, wanneer zij houder zijn van een vergunning of van een geldig bewijs van lid van de bemanning, afgegeven ter uitvoering van de overeenkomst van Chicago van 7 december 1944 betreffende de internationale burgerlijke luchtvaart.

Artikel 15 (artikel 15 van het ontwerp).

Artikel 3 vindt geen toepassing op vreemdelingen als bedoeld in artikel 6.

Artikel 3, eerste lid, vindt geen toepassing op vreemdelingen als bedoeld in de artikelen 11, 12, §§ 1 en 2, 13 en 14.

...

Afdeling III.- Controle.

Artikel 16 (artikel 16 van het ontwerp).

Aan de Duitse grens moeten de inreis en de uitreis van elke vreemdeling geschieden over een grenspost, bediend door leden van de Rijkswacht of van het Bestuur der douanen.

Dezelfde regel geldt voor de Franse grens:

1° wanneer voor de binnenkomst van de vreemdeling in België de overlegging van een reispas of van een reispas met visum is vereist;

2° wanneer de vreemdeling behoort tot een groep die met een collectieve reispas reist;

3° wanneer hij België binnenkomt om op een schip in een Belgische of Nederlandse haven te worden aangemonsterd.

Vreemdelingen die over zee reizen, mogen in een Belgische haven niet aan wal gaan, ontschepen of inschepen zonder de controle van het Waterschoutskantoor te hebben ondergaan.

Vreemdelingen die België door de lucht binnenkomen of verlaten, mogen zich niet buiten het vliegveld begeven zonder zich aan de daar uitgeoefende controle te hebben onderworpen.

...

Artikel 17 (artikel 17 van het ontwerp).

Bij het overschrijden van de Duitse of Franse grens, of bij ontscheping of inscheping in België, is elke vreemdeling gehouden de documenten waarvan hij houder moet zijn uit eigen beweging aan het controlepersoneel te vertonen.

De vreemdeling die een reispas met visum moet vertonen om België binnen te komen, moet, zowel bij het binnenkomen als bij het verlaten van het land, de datumstempel van de controlerende beambte doen aanbrengen op dit document. Reist hij met een visumverklaring, dan mag de datumstempel alleen daarop worden aangebracht.

Dezelfde verplichting rust, alleen bij het binnenkomen, op de vreemdeling die alleen een reispas moet vertonen om België binnen te komen. Indien hij daaraan niet heeft kunnen voldoen, is hij gehouden zich bij het gemeentebestuur van de plaats zijner bestemming aan te melden binnen achtenveertig uren na zijn aankomst.

...

HOOFDSTUK III. - VOORWAARDEN WAARONDER VREEMDELINGEN IN BELGIE MOGEN VERBLIJVEN.

Afdeling I.- Inschrijving bij het gemeentebestuur.

Artikel 18 (artikel 18 van het ontwerp).

De vreemdeling die voornemens is meer dan acht dagen in België te verblijven, moet zich binnen acht dagen na zijn binnenkomst in het land laten inschrijven bij het gemeentebestuur van de plaats waar hij verblijft.

Deze termijn wordt tot achtenveertig uren verminderd

1° wanneer de vreemdeling België is binnengekomen met behulp van een visum dat tot inschrijving binnen die termijn verplicht;

2° wanneer de vreemdeling die een reispas moet bezitten, zijn binnenkomst in België niet heeft kunnen laten controleren bij het overschrijden van de grens;

3° wanneer de vreemdeling België is binnengekomen met behulp van een door de grensautoriteiten afgegeven bijzonder doorlaatbewijs, waarop een vermelding in die zin voorkomt.

Is de betrokkene een kind beneden vijftien jaar, dan moet de inschrijving worden gevraagd door zijn ouders of door de persoon onder wiens bewaring hij staat.

...

Artikel 19.

Bij het gemeentebestuur moeten zich niet laten inschrijven :

1° vreemdelingen die België binnenkomen voor één of meer dan één verblijf als zakenman of als toerist gedurende in totaal drie maanden op zes, en die logeren in gelegenheden als genoemd in artikel 1 van de besluitwet van 31 januari 1946 betreffende de controle van reizigers in de logementhuizen;

2° vreemde zeelieden die overeenkomstig artikel 12, § 2, aan wal mogen gaan;

3° vreemdelingen die, tijdens een reis in België, voor behandeling in een ziekenhuis of een soortgelijke verplegingsinrichting zijn opgenomen;

4° vreemdelingen die zijn aangehouden en in een strafinrichting of in een inrichting tot bescherming van de maatschappij gedetineerd, dan wel in een toevluchtshuis of in een bedelaarsgesticht geïnterneerd zijn.

Artikel 20 (artikel 20 (partim) en artikel 4 van het ontwerp).

Onverminderd de toepassing van artikel 3, wordt vergunning om meer dan drie maanden in België te verblijven, verleend aan de vreemdeling op wiens reispas de vergunning tot voorlopig verblijf is vermeld.

De reispas met vergunning tot voorlopig verblijf wordt echter niet geëist :

1° van Luxemburgse en Nederlandse onderdanen die houder zijn van een der documenten, vermeld in bijlage I van dit besluit, met uitsluiting van de Nederlandse toeristenkaart;

./.

2° van onderdanen van Zwitserland of Liechtenstein die houder zijn van een der in bijlage I vermelde documenten en niet in België verblijven om er een winstgevende werkzaamheid uit te oefenen;

3° van Duitse, Franse en Italiaanse geschoolde arbeiders die België binnenkomen om er in de steenkool- en staalindustrie te worden te werk gesteld, op voorwaarde dat zij houder zijn van een der in bijlage I vermelde documenten en van een geldige werkkaart van de Europese Gemeenschap voor kolen en staal.

Artikel 21. (artikel 20 partim van het ontwerp).

De vergunning om gedurende meer dan drie maanden in België te verblijven, blijkt uit het bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister.

Dit bewijs, afgegeven door het gemeentebestuur van de verblijfplaats, is zes maanden geldig. Behoudens bijzondere beslissing van de Minister van Justitie gaat de termijn van zes maanden in op de dag van de afgifte.

Tenzij de vergunning om in het Rijk te verblijven slechts voor een uitdrukkelijk beperkte duur aan de betrokkene is verleend, wordt het bewijs van inschrijving om de zes maanden verlengd en na drie verlengingen vernieuwd.

Het bewijs kan, onder de voorwaarden bepaald in artikel 36, vroeger verlengd of vernieuwd worden.

Artikel 22 (artikel 21 van het ontwerp)

Voor de afgifte van het bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister aan vreemdelingen als bedoeld

...

in artikel 20, 3°, is de overlegging vereist van de daarin vermelde documenten, en bovendien

1° van een attest van de geneesheer van een steenkolenmijn of een door het gewestelijk bureau van de Rijksdienst voor arbeidsbemiddeling en werkloosheid erkende geneesheer, waaruit blijkt dat de betrokkene geschikt is voor de bedoelde arbeid en vrij is van enige besmettelijke ziekte of ziekte die aerlang tot opneming van de betrokkene in een ziekenhuis aanleiding kan geven;

2° van een uittreksel uit het strafregister of van een gelijkwaardig document dat sedert minder dan drie maanden afgegeven is door de autoriteiten van het land waar de betrokkene zijn laatste verblijfplaats had en waarop geen veroordelingen tot gevangenisstraf van één maand of meer vermeld zijn.

Een voor drie maanden geldig attest van immatriculatie wordt aan de betrokkene afgegeven om hem in staat te stellen de onder 1° en 2° vermelde documenten over te leggen.

Artikel 23 (artikel 22 van het ontwerp).

§ 1. De zonder verblijfsvergunning op regelmatige wijze België binnengekomen vreemdeling ontvangt bij zijn inschrijving op het gemeentebestuur een attest van immatriculatie tot dekking van de door zijn visum opgegeven termijn; wanneer het visum aan de betrokkene is afgegeven om hem in staat te stellen gedurende meer dan drie maanden een of meer reizen te doen, dekt dit attest van immatriculatie evenwel slechts een termijn van drie maanden, te rekenen van de datum van binnenkomst in België.

...

§ 2. Een attest van immatriculatie tot dekking van een termijn van drie maanden, te rekenen van de datum van de binnenkomst in België, wordt afgegeven aan de vreemdeling die van het transit- en reisvisum is vrijgesteld, wanneer hij voldoet aan de voorwaarden in de artikelen 4, 5, 7, 8, 9, § 2,en 12, §§ 3 en 4,laatste lid,gesteld.

Artikel 24 (artikel 23 van het ontwerp).

Een attest van immatriculatie voor de duur van een maand, te rekenen van de dag van de binnenkomst, wordt afgegeven aan de vreemdeling die op onregelmatige wijze België is binnengekomen en aanspraak maakt op de hoedanigheid van vluchteling, indien hij zich zonder verwijl heeft aangemeld bij de autoriteiten, hun de redenen van zijn onregelmatige binnenkomst en aanwezigheid heeft uiteengezet, deze redenen geldig zijn bevonden en hij zich voorts overeenkomstig artikel 18 binnen acht dagen heeft laten inschrijven bij het gemeentebestuur van de plaats waar hij verblijft.

Wanneer die vreemdeling uitdrukkelijk vraagt hem de hoedanigheid van vluchteling toe te kennen, dekt het attest van immatriculatie zijn aanwezigheid in België tot wanneer op deze aanvraag is beschikt.

De Minister van Justitie verleent verblijfsvergunning aan de betrokkene, indien hem de hoedanigheid van vluchteling is toegekend en hij rechtstreeks is aangekomen uit het land waar zijn leven of zijn vrijheid bedreigd was.

...

Artikel 25 (artikel 24 van het ontwerp).

De vestigingsvergunning, bedoeld in artikel 2 B van de wet van 28 maart 1952 op de vreemdelingenpolitie, moet blijken uit de identiteitskaart voor vreemdelingen.

Deze wordt afgegeven door het gemeentebestuur met verlof van de Minister van Justitie.

Zij is voor twee jaren geldig en kan om de twee jaar vernieuwd worden. Zij kan vooruit worden vernieuwd onder de in artikel 36 bepaalde voorwaarden.

Artikel 26 (artikel 25 van het ontwerp).

§ 1. Zelfs zonder dat hij wordt opgeroepen, is de vreemdeling gehouden zich bij het gemeentebestuur waar hij is ingeschreven aan te melden, om zijn bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister te doen verlengen of vernieuwen of om zijn identiteitskaart te doen vernieuwen.

§ 2. Verlenging of vernieuwing van het bewijs van inschrijving of van de identiteitskaart moet niet worden aangevraagd door

1° de vreemdeling die voor behandeling in een ziekenhuis of een soortgelijke verplegingsinrichting is opgenomen;

2° de vreemdeling die aan geesteszwakheid lijdt en geïnterneerd is in een gesticht of uitbesteed bij een privaat persoon, zolang hij niet op reis gaat;

3° de vreemdeling die in een strafinrichting of in een inrichting tot bescherming van de maatschappij gedetineerd dan wel in een toevluchtshuis of in een bedelaarsgesticht geïnterneerd is, zolang hij van zijn vrijheid is beroofd.

§ 3. De vreemdeling is gehouden zijn bewijs van inschrijving, zijn identiteitskaart, zijn attest van immatriculatie of enig ander verblijfsdocument te doen vervangen :

1° bij beschadiging, verlies of vernieling van die documenten;

2° wanneer de foto niet meer overeenkomt met de gelaatstrekken van de houder.

...

Artikel 27 (artikel 26 van het ontwerp).

De ouders van vreemde kinderen of de persoon onder wiens bewaring zij staan, zijn gehouden deze kinderen in het bezit van het bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister of van de identiteitskaart te doen stellen, zodra zij de leeftijd van volle twaalf jaar bereiken.

In afwijking van de artikelen 20 en 25 worden het bewijs van inschrijving en de identiteitskaart afgegeven aan vreemde kinderen beneden vijftien jaar, geldig gemaakt tot de dag waarop zij die leeftijd bereiken, tenzij de duur van hun verblijf in België of van het verblijf van de persoon die zij vergezellen, uitdrukkelijk beperkt is.

Artikel 28 (artikel 28 van het ontwerp).

Voor de duur van hun studiën en ondanks hun inschrijving bij het gemeentebestuur, wordt geen bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister opgemaakt voor kinderen en jongelieden die hun woonplaats in het buitenland hebben en aan wie verblijfsvergunning is verleend om in België als inwonend leerling de lessen van een onderwijsinrichting te volgen.

Dezelfde regeling is van toepassing op de novicen van kloostergemeenschappen gedurende de eerste drie jaren van hun noviciaat.

De betrokkenen ontvangen van het gemeentebestuur een document, "vrijstelling van verblijfsvergunning" genaamd.

Artikel 29 (artikel 27 van het ontwerp).

In afwijking van artikel 18 zijn grensarbeiders die in het buitenland hun woonplaats hebben, maar er slechts eens per week terugkeren, gehouden zich te laten inschrijven bij het gemeentebestuur van de plaats waar zij hun logies hebben.

...

Om van die inschrijving ... (voorts als in het ontwerp) ...

Artikel 30 (artikel 29 van het ontwerp).

Op haar verzoek kan de Belgische vrouw die een huwelijk aangaat met een vreemdeling en in de vereiste omstandigheden verkeert om de verklaring tot behoud van de Belgische nationaliteit bedoeld in artikel 18 van de gecoördineerde wetten op de verwerving, het verlies en de herkrijging van de nationaliteit, te ondertekenen, een bijzonder vrijgeleide krijgen dat gedurende vier maanden na het verkrijgen van de vreemde nationaliteit geldig is. Indien zij de verklaring niet binnen de vereiste termijn ondertekent, wordt haar de identiteitskaart voor vreemdelingen afgegeven.

Artikel 31 (artikel 30 van het ontwerp).

Buitenlandse artisten, foorkramers en schippers die in een woonwagen, in een kermiswagen of op een boot wonen, ... (voorts als in het ontwerp) ...

Hun verblijfsbewijs wordt door de autoriteiten van die gemeente afgegeven en vernieuwd; hun bewijs van inschrijving mag niettemin verlengd worden door het gemeentebestuur van de plaats waar zij op doortocht zijn.

Vreemde zigeuners, die thans een vergunning hebben om bestendig in België te verblijven, worden niet in de gemeenteregisters ingeschreven. Zij krijgen van de Administratie van de openbare veiligheid een zigeunerkaart die voor drie maanden geldig is. Die kaart is vereist zodra de betrokkene twaalf jaar is en moet maandelijks geviseerd worden door de bevelhebber van de rijkswachtbrigade in het ambtsgebied waarvan de houder zijn kamp heeft opgeslagen; wanneer zij vervalt, wordt zij door genoemde administratie vernieuwd.

...

Afdeling IV. - Administratieve bepalingen.

Artikel 32 (artikel 31 van het ontwerp).

De vreemdeling moet het bewijs van inschrijving, de identiteitskaart, het attest van immatriculatie of enig ander verblijfsbewijs altijd bij zich hebben en op de vordering van enige overheidspersoon overleggen.

Kinderen beneden vijftien jaar moeten op de door de Minister van Binnenlandse Zaken te bepalen datum houder zijn van een van die documenten.

Artikel 33 (artikel 32 van het ontwerp).

§ 1. De vreemdeling die in de gemeente van woning verandert, ... (voorts als in het ontwerp) ...

§ 2. (Tekst van artikel 32, B, van het ontwerp).

§ 3. (Tekst van artikel 32, C, van het ontwerp).

§ 4. Wanneer het vreemdelingen beneden eenentwintig jaar betreft, rusten die verplichtingen op hun ouders of op de persoon onder wiens bewaring zij staan.

Artikel 34 (artikel 33 van het ontwerp).

Het bewijs van inschrijving, de identiteitskaart, het attest van immatriculatie of enig ander Belgisch verblijfsbewijs wordt ontnomen aan de vreemdeling aan wie kennis wordt gegeven van een maatregel tot verwijdering uit het land of die verklaart het land te verlaten zonder het voornemen om er terug te keren.

De identiteitskaart wordt ongeldig zodra de houder meer dan zes maanden buiten België verblijft, tenzij hij aan de in artikel 35 bepaalde verplichtingen heeft voldaan.

...

Artikel 35 (artikel 34 van het ontwerp).

§ 1. De vreemdeling die houder is van de identiteitskaart en het land wenst te verlaten om er terug te keren na een afwezigheid van meer dan zes maanden, is gehouden het gemeentebestuur daarvan kennis te geven vóór zijn vertrek en te bewijzen dat zijn hoofdbelangen in België gevestigd blijven.

§ 2. De vreemdeling die voornemens is langer uit het land afwezig te zijn dan de geldigheidsduur van zijn bewijs van inschrijving of zijn identiteitskaart, en er zijn verblijfplaats wenst te behouden, is gehouden vóór zijn vertrek de vervroegde verlenging of vernieuwing van het vereiste document aan te vragen en te bewijzen dat zijn hoofdbelangen in België gevestigd blijven.

Deze bepaling is niet van toepassing op de vreemdeling die zich naar Congo of naar Ruanda-Urundi begeeft of die in zijn land zijn wettelijke militaire verplichtingen moet vervullen; hij moet alleen het gemeentebestuur van zijn verblijfplaats kennis geven van zijn afwezigheid. Bij zijn terugkeer in België komt de betrokkene van rechtswege opnieuw in de toestand waarin hij zich bevond, op voorwaarde dat hij terugkeert binnen dertig dagen na zijn vertrek uit die landen of na het volbrengen van zijn militaire verplichtingen.

Artikel 36 (artikel 35 van het ontwerp).

Het gemeentebestuur mag het bewijs van inschrijving in de loop van het tweede kwartaal van zijn geldigheidsduur vooruit verlengen met zes maanden en de identiteitskaart in de loop van het laatste semester van haar geldigheidsduur vooruit vernieuwen, in het door artikel 35,§ 2, beschreven geval of op aanvraag van de vreemdeling, indien deze formaliteit nodig is om een visum te krijgen.

Het bewijs van inschrijving mag eveneens vooruit verlengd worden in de loop van dezelfde termijn van drie

...

maanden, wanneer de vreemdeling om deze verlenging verzoekt ten einde de waarborg, die hij bij het invoeren van zijn gebruikt meubilair gesteld heeft, terug te krijgen. Deze verlenging wordt niet toegestaan indien de duur van het verblijf van de betrokkene in België uitdrukkelijk beperkt is.

Elke aanvraag om vervroegde verlenging of vernieuwing die buiten de in dit artikel bepaalde termijnen en voorwaarden is ingediend, moet met de nodige verantwoording aan de Minister van Justitie worden voorgelegd.

In afwijking van de artikelen 20 en 25 mogen het bewijs van inschrijving en de identiteitskaart een langere geldigheidsduur dan onderscheidenlijk zes maanden of twee jaren hebben wanneer zij vooruit verlengd of vernieuwd worden.

Artikel 37.

Het gemeentebestuur geeft aan de Minister van Justitie ... (voorts als in artikel 36 van het ontwerp) ...

HOOFDSTUK IV. - SLOTBEPALINGEN.

Artikel 38 (artikel 38 van het ontwerp).

Artikel 39.

Opgeheven worden :

1° het besluit van 13 messidor jaar X;

2° het koninklijk besluit van 5 april 1935 tot invoering van een toeristenkaart en tot vaststelling van de taxe verschuldigd voor de afgifte dezer kaart;

...

3° het koninklijk besluit van 3 december 1953 betreffende de voorwaarden waaronder vreemdelingen België kunnen binnenkomen, er verblijven en er zich vestigen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 juli 1956;

4° het koninklijk besluit van 6 december 1955 betreffende de uitvoering van de wet van 28 maart 1952 op de vreemdelingenpolitie en van evengenoemd koninklijk besluit van 3 december 1953, zoals het is gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 maart, 22 maart, 14 mei, 27 mei, 14 augustus en 6 oktober 1958, 24 mei, 16 september en 10 oktober 1959.

Artikel 40 (artikel 40 van het ontwerp).

Artikel 41 (artikel 41 van het ontwerp, maar met vermelding van de Minister van Binnenlandse Zaken).

Gegeven te , de

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,

De Minister van Binnenlandse Zaken,

De Minister van Justitie,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE,

A. BERNARD, assesseurs de la section de législation,
Ch.VAN REEPINGHEN,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.E.JOACHIM, auditeur général.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C.ROUSSEAUX.

De kamer was samengesteld uit

De heren :

eerste-voorzitter,

raadsheren van State,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.E.JOACHIM, auditeur-generaal.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.SUETENS.